



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°156 1^{ER} MAI 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

Congo-
Brazzaville : le
forum investir
en Afrique se
tiendra du 10 au
12 septembre
2019 à
Brazzaville

La Banque
mondiale (BM)
débloque plus de
200 M USD pour
l'accès à
l'électricité en
Afrique de l'Ouest
et dans le Sahel

Togo : don
chinois de 27,5
M EUR pour un
centre
administratif

Kenya : refus du
financement de la
troisième phase du
Standard Gauge
Railway (SGR) pour
le tronçon
Naivasha-Kisumu
par la Chine

Tanzanie :
paiement anticipé
de 309 M USD du
gouvernement
pour le barrage de
Stiegler's Gorges

Ouganda :
inauguration d'un
système d'irrigation
alimenté par
énergie solaire en
faveur de
communautés de
réfugiés

Rwanda :
construction du
barrage de
Nyabarongo II par
l'entreprise
chinoise
Sinohydro pour
214 M USD

Nigéria : le
Président Buhari
inaugure des
projets dans le
domaine du
transport urbain
à Lagos

Côte d'Ivoire :
prêt de 42,3 M
EUR de la BAfD
pour l'accès à
l'électricité



ACTUALITE REGIONALE

▼ La Banque mondiale (BM) débloque plus de 200 M USD pour l'accès à l'électricité en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel

La BM a approuvé le 17 avril dernier un financement à hauteur de 224,7 M USD pour le projet régional d'électrification hors réseau en Afrique de l'Ouest. L'Association internationale de développement (IDA) fournira 150 M USD sous forme de crédit et de dons, quand les 74,7 M USD restants seront apportés par le Fonds pour les technologies propres (CTF) sous forme de subventions. Ces fonds permettront d'aider à l'extension de l'accès à l'électricité hors réseau dans 19 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Selon le directeur de la coordination de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest Rachid Benmessaoud, près de 208 millions d'habitants de la sous-région n'ont pas accès à l'électricité.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Les services mobiles ont généré 8,7% du PIB de l'Afrique de l'Ouest en 2018

Selon une étude de l'Association mondiale des opérateurs de téléphonie, les technologies et services mobiles ont contribué en 2018 pour 8,7% du PIB des pays de la CEDEAO. Cette contribution devrait atteindre 9,5% du PIB en 2023. Le taux de pénétration des abonnés est de 47% (54% prévu en 2025).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Entrée en bourse de la banque africaine Oragroup

Le groupe bancaire panafricain *Oragroup* a effectué son entrée à la bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) à Abidjan. *Oragroup* a introduit 20% de son capital en bourse pour un montant total de 86 M EUR. Malgré cette opération, le fonds panafricain *Emerging Capital Partners* (ECP) reste son actionnaire de référence avec plus de 50% des parts.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Levée de 70 M USD par le fonds *KawiSafi Ventures* pour des projets d'énergie solaire

Par l'intermédiaire d'*Acumen Capital Partners*, organisation investissant dans les entreprises durables et socialement responsables, *KawiSafi Ventures*, fonds d'investissement basé à Nairobi, a levé 70 M USD pour des projets d'énergie solaire hors-réseau en Afrique de l'Est. Les fonds mobilisés proviennent du Fonds vert pour le climat (FVC) de l'ONU, de la Fondation Skoll et deux hommes d'affaires américains, Steve Jurvetson et Chris Anderson. A ce jour, *KawiSafi Ventures* a investi 21 M USD dans 5 entreprises reconnues dans ce secteur telles que *D::light*, fabricant et distributeur de produits solaires individuels ainsi que l'entreprise britannique *Bboxx* qui développe des mini-réseaux. Le fonds a pour objectif de fournir à terme une énergie propre et abordable à 10 millions de personnes en Afrique de l'Est contre 4,3 millions actuellement.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso : la DGI a été la plus performante des régies de recettes en 2018

La Direction générale des impôts (DGI) a mobilisé environ 723 Mds FCFA (1,1 Md EUR) en 2018, soit un taux de réalisation de 96,8% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative 2018. Ce montant représente 46,8% des recettes ordinaires dont le total s'est élevé à environ 1 545 Mds FCFA (2,36 Mds EUR). La Direction générale des Douanes (DGD) a recouvré 617 Mds FCFA (942 M EUR), soit un taux de réalisation de 107,7%. Ce montant représente 39,9% des recettes. De son côté, la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique (DGCTP) a recouvré 204,95 Mds FCFA (312,9 M EUR), soit un taux de réalisation de 111,5%. Ce montant représente 13,3% des recettes.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : coopération économique et commerciale avec la Chine

Une délégation du secrétariat permanent du Forum pour la coopération économique et commerciale entre la Chine et les pays lusophones (Forum de Macao) a initié une visite au Cap-Vert le 22 avril. La délégation, dirigée par Sun Tong, un responsable du ministère chinois du Commerce, a rencontré le conseil d'administration de l'Agence *Cabo Verde Trade Invest* afin de faire le point sur la relation bilatérale, de renforcer la coopération économique et commerciale, de développer de nouveaux partenariats entre les secteurs privés et d'inciter les entreprises chinoises à accroître leurs investissements dans l'archipel.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : signature d'un mémorandum d'entente bilatéral avec le Koweït

Un mémorandum portant sur le règlement de la dette mauritanienne au Koweït, dont les termes ne sont pas encore connus, a été signé au Koweït entre les ministres mauritanien et koweïtien des finances. Contracté au début des années 1970, l'emprunt mauritanien aurait notamment été utilisé pour la nationalisation de la MIFERMA (devenue Société National Industrielle et minière). La dette de l'Etat mauritanien atteint aujourd'hui 1 Md USD.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : poursuite de l'appréciation de l'ouguiya (MRU) face à l'euro

Le MRU connaît depuis près d'un an une appréciation face à l'euro. Celle-ci s'est poursuivie au 4^{ème} trimestre de 2018, période durant laquelle l'euro s'est échangé en moyenne à 41,3 MRU (41,6 MRU au trimestre précédent et 41,4 MRU en décembre 2018). Par rapport au dollar américain, l'ouguiya se déprécie. Il perd ainsi 1,2 % sur le trimestre avec 1 USD pour 36,1 MRU en moyenne (35,7 MRU au trimestre précédent et 35,3 MRU en décembre 2018).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : publication de l'étude « projection démographique 2012 à 2035 »

L'Institut national de la statistique du Niger a publié le 16 avril 2019 une étude sur la population du Niger dénommée « Projection démographique 2012 à 2035 ». Les tableaux recensent les effectifs de la population par âge et par ville. Ainsi, le Niger compterait 22 314 743 habitants en 2019. Les projections tablent sur une population de 41 516 415 en 2035. La proportion de femmes par rapport aux hommes demeure constante à 49,7%. En 2019, les trois régions les plus peuplées sur les huit que compte le pays sont celles de Zinder (4 676 181), de Maradi (4 530 121) et de Tahoua (4 284 435) ; celle de la capitale Niamey ne totalisant que 1 283 888 habitants.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'Etat nigérian émet ses premières obligations à 30 ans

Le 24 avril 2019, le *Debt Management Office* a réalisé une émission d'obligations d'Etat à 5 ans, 10 ans et, pour la première fois, 30 ans. Ce sont d'ailleurs les obligations à 30 ans qui ont rencontré le plus vif succès, la demande de souscription atteignant 80,4 Mds NGN (223 M USD), 4 fois supérieure aux 20 Mds NGN initialement offerts. 6,8 Mds NGN (18,9 M USD) ont finalement été émis au taux de 12,75% pour les obligations à 5 ans, 37,4 Mds NGN (103,9 M USD) au taux de 14,55% pour celles à 10 ans, et 53,16 Mds NGN (147,7 M USD) à 14,8% pour celles à 30 ans. Pour rappel, fin 2018, la dette publique du Nigéria (Etat central et Etats fédérés) atteignait 79,4 Mds USD, composée à 68,1% de dette domestique. Cette dernière étant elle-même constituée à 73% d'obligations d'Etat.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : soutien financier de 3,3 Mds USD des pays de la péninsule arabique

Le Fonds de développement d'Abu Dhabi (FADD) a signé un accord avec la banque centrale du Soudan pour le dépôt de 250 M USD. Ce dépôt s'inscrit dans une aide financière de 3 Mds USD de l'Arabie Saoudite et des Emirats arabes unis au Soudan, incluant une aide au budget de 500 M USD et des dons de carburant, blé et médicaments. Il s'agit de l'aide financière la plus importante fournie au Soudan par ces deux pays dernièrement. De plus, un prêt de 200 M USD a été accordé au Soudan par le Fonds arabe du développement économique et social (FADES), dont le siège est au Koweït.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Congo-Brazzaville : mise en place d'un point unique de contrôle des marchandises au port autonome de Pointe-Noire

Le port autonome de Pointe-Noire dispose désormais d'un point unique de contrôle à la sortie des marchandises. Ce dispositif vise à mettre fin aux taxes illégales générées par la parafiscalité au sein du port et à réduire les délais de passage des marchandises, allongés par la présence d'environ six unités de contrôles à l'entrée et à la sortie du port. La mise en service de ce point unique de contrôle a fait l'objet d'un décret présidentiel signé le 11 mars 2019, qui dispose que seuls les services douaniers et phytosanitaires sont habilités à contrôler les marchandises au sein de l'infrastructure portuaire.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : vers la reprise du travail au ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID)

Le gouvernement et la coordination syndicale du ministère de l'Economie et des Finances auraient trouvé un terrain d'entente sur les préoccupations des travailleurs du MINEFID en grève larvée depuis début 2019. La polémique « Fonds commun » a été supprimée et remplacée par une prime de motivation. Cette prime est fixée à 25% de la masse salariale et le gouvernement est autorisé à prendre des mesures d'accompagnement au profit des agents dans le cadre des engagements qui les lient avec leurs banques. Cet accompagnement devrait permettre aux agents de bénéficier de forfaits trimestriels allant de 610,7 EUR à 1 374 EUR par trimestre et par catégorie sur une durée de trois ans.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Accor Hotels prévoit de construire 10 nouveaux hôtels au Nigéria

Selon les déclarations du PDG Moyen-Orient et Afrique d'Accor Hotels, Mark Willis, le groupe prévoit d'ouvrir 10 nouveaux hôtels au Nigéria d'ici 2020. Ces développements entrent dans le cadre d'un projet de développement global comportant l'ouverture de 60 hôtels dans 14 pays africains. Le Nigéria fait partie des pays clés visés par le plan de croissance du groupe avec l'Ethiopie et l'Afrique du Sud. Le groupe Accor prévoit un investissement global d'1 Md USD, dont 150 M USD en fonds propres, 350 M USD de la Qatar Investment Authority et 500 M USD à travers une levée de dette. Parmi les 143 hôtels que possède Accor en Afrique, 4 se situent au Nigéria : 1 à Port Harcourt et 3 à Lagos.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : 63% des cartes SIM nigérianes seraient mal enregistrées**

Selon les estimations de la Commission nigériane des communications (NCC), seules 55,8 M des 151,5 M de cartes SIM enregistrées au Nigéria le sont de manière régulière et que 63% des enregistrements de cartes SIM sont donc invalides. Parmi les raisons entraînant l'invalidité des enregistrements, on note notamment des irrégularités concernant les empreintes digitales ou les photos d'identité des usagers. Pour rappel, la loi sur l'enregistrement des abonnés au téléphone de 2011 impose aux opérateurs la mise à disposition et la vérification régulière de leur base électronique de données référençant la photographie et les empreintes de tous les abonnés.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : création d'un comité d'audit des sociétés publiques et parapubliques**

Le Conseil militaire transitoire (CMT) a annoncé la création d'un comité chargé du recensement et de l'audit des sociétés publiques et parapubliques. Ce comité a pour mandat de réaliser la revue des activités de ces entreprises sous un délai d'un mois ainsi que d'émettre des recommandations au président du comité économique du CMT. Les recommandations pourraient conduire à des procédures juridiques contre les sociétés impliquées dans des affaires de corruption, la liquidation ou le retrait de l'Etat dans ces entreprises.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENT

▼ Cameroun : la Banque mondiale accorde un financement de 100,7 Mds FCFA pour réformer l'éducation et lutter contre la pauvreté

Quatre accords de financement ont été conclus le 9 avril 2019 à Washington entre le Cameroun et l'Association internationale de développement, guichet concessionnel de la Banque mondiale. Ces financements serviront à l'implémentation du projet « filets sociaux » étendu aux communes impactées par les flux de réfugiés centrafricains et nigériens et, entre autres, dans le secteur de l'éducation, au recrutement de 12 000 enseignants dans le primaire et à la distribution gratuite des manuels scolaires aux élèves.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la BDEAC accorde 18 Mds FCFA pour deux projets dans le domaine de la santé

Le premier projet qui bénéficiera d'un financement de la BDEAC à hauteur de 12 Mds FCFA consiste à renforcer le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville et le deuxième, d'un montant de 6 Mds FCFA, servira à la réalisation partielle du projet d'installation d'une unité de fabrication, de conditionnement et d'emballage de produits pharmaceutiques à Ollombo, dans le département des Plateaux.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : un appui financier de 245 Mds FCFA de la Banque mondiale

La Banque mondiale vient d'approuver un financement global de 245 Mds FCFA (374 M EUR) en faveur de la Côte d'Ivoire. Trois secteurs sont ciblés : (i) la santé, notamment pour le projet d'achat stratégique et d'harmonisation des financements et des compétences de santé (195,4 M EUR), (ii) la gouvernance, pour l'amélioration de la délivrance des services de base aux citoyens (88,5 M EUR) et (iii) l'enseignement supérieur, afin d'améliorer l'employabilité des diplômés des universités publiques et de l'Institut national polytechnique Houphouët Boigny (90 M EUR).

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : dialogue sur le financement de la santé en Côte d'Ivoire avec l'Ambassadrice de la France pour la Santé mondiale

L'Ambassadrice de la France pour la Santé mondiale Stéphanie Seydoux a participé au dialogue sur le financement de la Santé du 15 au 18 avril. Ce dialogue a abouti à l'élaboration d'un dossier d'investissement de 2,5 Mds EUR sur la période 2020-2024 pour couvrir les besoins sanitaires de la Côte d'Ivoire. L'Ambassadrice a par la suite visité la nouvelle Pharmacie de la Santé Publique de Côte d'Ivoire.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 21,4 M EUR du Fonds africain de développement (FAD) pour les routes transfrontalières

Le Conseil des ministres du 24 avril a adopté deux décrets portant ratification de deux accords de prêt du FAD. Ces prêts financeront la phase 1 du projet de route de désenclavement des zones transfrontalières entre la Côte d'Ivoire et le Ghana. La section de route concernée est celle reliant Bondoukou à la frontière ghanéenne en passant par Soko. Le projet prévoit l'aménagement et le bitumage de 11 km de routes en deux fois deux voies, y compris l'aménagement de 20 km de pistes. Le montant de ces prêts est de respectivement 10,4 M EUR et 11 M EUR. D'un coût total de 30 M EUR, le projet sera également financé par un prêt de la Banque africaine de développement (BAfD) et par des ressources du gouvernement ivoirien.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 329 M EUR de la BAfD pour les transports

Le Conseil des ministres vient d'adopter un décret portant ratification d'un accord de prêt de la BAfD. Ce prêt soutiendra le projet de transport urbain d'Abidjan dans sa phase 2. Le montant du prêt est de 329 M EUR. D'un montant total de 770 M EUR, le projet a déjà bénéficié d'un prêt de la BAfD de 237 M EUR dans sa phase 1. Ce financement de la BAfD devrait permettre d'aménager des voies structurantes pour la circulation : la construction de 88 km de voies urbaines rapides (rocade Y4, route de Dabou), la construction du 4^{ème} pont reliant le quartier du Plateau à celui de Yopougon, la construction de 3 échangeurs sur le boulevard François Mitterrand (dans la commune de Cocody à Abidjan) et la réhabilitation de 89 carrefours.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : adoption par le Parlement de deux accords de prêt pour la transformation agricole

Le premier, signé avec la BAfD, porte sur un montant global de 744,65 M MRU (17,9 M EUR). Ce montant est remboursable sur 20 ans avec un différé de 7 ans. Le second, également de la BAfD, porte sur le même projet. Il est d'un montant de 355 M MRU (8,5 M EUR), remboursable sur 30 ans dont un différé de 5 ans et un taux d'intérêt de 1%.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : don chinois de 27,5 M EUR pour un centre administratif

Le centre administratif des services, qui accueillera trois ministères (santé, agriculture, enseignement primaire et secondaire) sur une surface de 20 000 m² à proximité du nouveau palais présidentiel a été inauguré le 24 avril par le chef d'Etat togolais. D'un coût de 18 Mds FCFA (27,5 M EUR), ce centre a été entièrement financé par un don de la Chine. Les travaux ont été exécutés sur une durée de 29 mois par l'entreprise publique chinoise CRBC (*China Road and Bridge Corporation*).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le Président Buhari inaugure des projets dans le domaine du transport urbain à Lagos

Le Président Muhammadu Buhari a inauguré l'échangeur de transport Oshodi, un méga terminal de bus à Lagos, d'un coût estimé de 70 M USD. Cet échangeur, construit par *Messrs Hi-tech Construction Company* et qui accueillera plus de 100 000 passagers par jour, aurait vocation à être, à terme, transformé en un centre d'affaires. Lié à ce projet, le président a également inauguré une nouvelle flotte de 820 bus achetés principalement à *Mercedes-Benz Brésil* et *Scania*, sur un total de 5 600 bus prévus. Pour rappel, ces deux projets font partie de la *Bus Reform Initiative* (BRI), un projet structuré autour de la construction du corridor de BRT (service rapide par bus) et qui vise à mettre en place des infrastructures comme des stations et des terminaux de bus.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra-Leone : le Président Maada Bio a inauguré le pont reliant les communautés de Lumley et Juba, à l'ouest de Freetown

Ce pont de 18 mètres de long a été construit en 5 mois pour un coût de 2,4 M USD financé par l'Etat chinois. Pour rappel, c'est une société chinoise, *Power China*, qui s'est vue attribuer lors du Forum de coopération sino-africaine de septembre 2018 la construction du pont devant relier Freetown à l'aéroport de Lungi. A noter également que la Présidente de la *National Revenue Authority* de Sierra Leone, Tuma Adama, a été élue vice-Présidente du *Belt and Road Initiative Tax Administration Cooperation Mechanism* (BRITACOM) lors d'une conférence tenue à Wuzhen en Chine. Le BRITACOM a pour but de renforcer la coordination et la coopération en matière fiscale entre les pays participants à l'initiative de la route de la soie.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Projet d'installation d'un parc logistique multimodal par *DP World*

L'opérateur portuaire émirati *DP World* réalise actuellement une étude de faisabilité pour la construction d'un parc logistique multimodal en Éthiopie. Ce projet de parc logistique vise à traiter les marchandises en provenance du port de Berbera situé au Somaliland, qui devraient représenter à terme un tiers des échanges commerciaux de l'Éthiopie. La localisation de ce projet reste encore à déterminer. En octobre 2018, *DP World* avait envisagé de développer des installations logistiques à Dire Dawa, 2^{ème} plus grande ville du pays. Pour rappel, l'Éthiopie a signé un accord avec le Somaliland et *DP World* en mars 2018 pour l'acquisition de 19% de la joint-venture créée afin de développer le port de Berbera. *DP World* a d'ores et déjà entamé la 1^{ère} phase de son projet d'expansion du port, d'un montant de 101 M USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : refus du financement de la troisième phase du *Standard Gauge Railway* (SGR) pour le tronçon Naivasha-Kisumu par la Chine**

Lors du deuxième forum des « Nouvelles routes de la soie » (*Belt and Road Initiative*) qui s'est tenu à Pékin du 25 au 27 avril, le Président Kenyatta espérait obtenir le financement de la construction du tronçon Naivasha-Kisumu-Malaba, d'un montant de 3,68 Mds USD selon la presse. Ce troisième tronçon s'inscrit dans le projet du corridor nord de la CAE visant à relier le port de Mombasa à l'Ouganda et au Rwanda afin de renforcer les échanges commerciaux dans la région. Le deuxième tronçon, reliant Nairobi-Naivasha de 120 km, dont la construction est financée par un prêt de 1,2 Md USD consenti par l'*Exim Bank of China*, devrait être mis en service d'ici octobre 2019. L'absence de financement pour cette extension met en suspens le projet de modernisation du port de Kisumu, d'un montant estimé de 1,4 Md USD. Le Président Kenyatta a cependant obtenu un prêt de 400 M USD pour la modernisation de la ligne de chemin de fer à voie métrique reliant Naivasha à Malaba.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : paiement anticipé de 309 M USD du gouvernement pour le barrage de *Stiegler's Gorges***

Le gouvernement tanzanien a versé un acompte de 309 M USD à l'entreprise *Arab Contractor* pour la construction du barrage de Stiegler's Gorges. Ce paiement anticipé, qui représente 15% du coût total du projet, intervient à la suite de l'octroi de garanties financières d'une valeur de 737,5 M USD de *CRDB Bank* et *United Bank for Africa* au consortium égyptien en charge de la construction du barrage. Le barrage de Stiegler's Gorge, dont la construction est estimée à un coût de 2,95 Mds USD, aura une capacité de production de 2,1 GW.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Guinée : la Banque islamique de développement (BID) finance la riziculture

Le Parlement vient de ratifier un accord de financement de la BID portant sur un montant de 17,5 M USD. Ce financement est destiné au projet de développement de la chaîne de valeur du riz. Ce projet sera mis en œuvre dans six localités : Dinguiraye, Kouroussa, Siguiri, Dubréka, Boffa et Coyah. Il est prévu 16 installations de stockage, la construction de centres de collecte, de 25 marchés communautaires, de 4 usines de transformation de riz et de 40 aires de séchage. 180 km de piste rurales seront également construites. Selon le rapporteur général de la commission des finances du Parlement, le projet va contribuer à réduire de 30% l'importation de riz, estimée à 614 000 tonnes par an, pour un coût total de 267 M USD.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le secteur agricole représenterait jusqu'à 9,3% du PIB

Selon le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, l'impact du secteur agricole sur l'activité économique nationale n'a cessé de croître. Entre 2014 et 2018, la valeur ajoutée agricole est passée de 780,4 Mds FCFA (1,2 Md EUR) à 1 206,2 Mds FCFA (1,8 Md EUR), représentant ainsi entre 8 et 9,20% du PIB. La part du sous-secteur de l'agriculture dans la formation du PIB serait passée de 8% en 2014 à 9,30% en 2018. Pour la campagne de production sur la période 2019-2020, les besoins de financement pour l'atteinte des objectifs seraient évalués à 59,6 Mds FCFA (90 M EUR).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : inauguration d'un système d'irrigation alimenté par énergie solaire en faveur de communautés de réfugiés

La FAO et le gouvernement japonais ont inauguré un système d'irrigation par énergie solaire dans le district de Moyo, au nord du pays. Le projet bénéficiera à plus de 50 ménages du village Palorinya East dans le sous-comté d'Itula qui accueille un nombre important de familles réfugiées. L'objectif du projet est de favoriser l'intégration de ces communautés en leur fournissant les moyens de subvenir à leurs propres besoins. Pour rappel, l'Ouganda, premier pays d'accueil de réfugiés en Afrique ayant connu un afflux massif de réfugiés depuis 2016, principalement de la RDC, du Sud-Soudan et du Burundi, a adopté une politique d'accueil progressiste. Après 430 000 réfugiés en 2016, le pays en compte actuellement environ 1,2 million, concentrés dans 12 des 127 districts du pays.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Congo-Brazzaville : les premières tonnes de minerai de fer exportées vers la Chine

23 000 tonnes de minerai de fer provenant de la mine de Mayoko, exploitée par la société *Sapro-Mayoko SA* dans le département du Niari, ont été chargées le 19 avril à destination de la Chine. C'est en 2017 que *Sapro* débute la production de la mine de Mayoko qui a déjà mobilisé un investissement de 550 M USD. Son objectif est d'exporter 2 M de tonnes par an au cours des deux prochaines années et d'augmenter sa production à 30 M de tonnes d'ici 2024. L'exploitation de ce gisement génère plus de 5 000 emplois, dont 3 000 directs.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : démarrage prochain de la production d'or du site de Sanbrado

L'exploitation aurifère du site de Sanbrado, détenu à 90% par le minier australien *West African Resources (WAF)*, devrait produire son premier lingot d'or d'ici le 3^{ème} trimestre 2020. La société a indiqué qu'elle a reçu la première tranche de 75 M USD d'un financement de 200 M USD du fonds australien *Taurus*. Le projet de Sanbrado est une exploitation souterraine à ciel ouvert, située à environ 90 km au sud-est de Ouagadougou.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : l'UE appuie le renforcement de l'énergie solaire et domestique

L'Union européenne (UE) a signé le 18 avril 2019 deux conventions avec le pays d'un montant global d'environ 6,9 Mds FCFA (14,5 M EUR) portant sur le financement de plusieurs chaînes de valeurs, parmi lesquelles l'énergie solaire et domestique. Ce programme pour la compétitivité en Afrique de l'Ouest (PCAO), volet Burkina Faso, concerne aussi d'autres chaînes de valeurs (huileries, dérivés du coton et miel et dérivés). Le PCAO comprend les composantes régionales et nationales mises en œuvre respectivement par la CEDEAO et l'UEMOA. L'objectif de ce programme est de renforcer la compétitivité de l'Afrique de l'Ouest et de promouvoir l'intégration des pays dans le système commercial régional et international.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 42,3 M EUR de la BAfD pour l'accès à l'électricité

Le Conseil des ministres vient d'adopter un décret portant la ratification d'un accord de prêt de la BAfD. Ce prêt soutiendra le Programme d'amélioration de l'accès à l'électricité en zone rural (PAEMIR). Le montant du prêt est de 42,3 M EUR. Les districts concernés par le PAEMIR sont ceux des Savanes (nord), du Woroba (nord-ouest), et du Zanzan (nord-est). Il est prévu 2 027 km de lignes électriques aériennes, 23 549 branchements et 22 960 foyers d'éclairage public. D'un coût total de 49 M EUR, le projet sera également financé par des ressources du gouvernement (6,5 M EUR) et s'inscrit dans le cadre du Programme national d'électrification rurale (PRONER), visant à électrifier toutes les communes du pays en 2025.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : électricité de Guinée (EdG) se dote de nouveaux équipements

Le centre de dispatching de l'entreprise étatique EDG s'est doté de nouveaux équipements qui lui permettront de mieux gérer les flux d'énergie entre les différentes centrales et les postes énergétiques. Ces équipements vont être déployés sur l'ensemble des ouvrages concernés et seront utiles pour la planification des travaux. Il est à noter que c'est par un appel d'offres de la Banque mondiale que Veolia a été sélectionné pour gérer EDG depuis juin 2015, ce contrat de gestion, d'une durée de 4 ans, est évalué à 11,3 M EUR.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : 6^{ème} édition du Symposium mines

L'édition de cette année avait pour thème « synergie et infrastructure : un enjeu pour un développement intégré et durable » et était présidé par le Président de la République Alpha Condé. Plus de 630 délégués d'une quarantaine de pays ont échangé sur les perspectives du marché mondial des minerais et métaux, le cadre des investissements, le potentiel minier de la Guinée et la gestion des impacts environnementaux. Selon le ministre des Mines, le symposium est l'occasion de présenter aux participants les résultats préliminaires des travaux de recherche dans le cadre de la politique de diversification de l'activité minière en Guinée.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : le gaz naturel au cœur de la transition énergétique

Selon un « master plan » que vient d'élaborer la compagnie Shell en collaboration avec les autorités du pays, la Mauritanie va désormais privilégier l'usage du gaz pour son secteur énergétique. La production se fera au niveau de centrales spécialisées, notamment la station duale de 180 MW située au nord de Nouakchott. Pour mener à bien son projet, Shell a engagé des bureaux d'études et sociétés de consulting internationales dont Keyser, qui devront prochainement présenter les résultats préliminaires de ce « master plan » gaz.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : trois marchés attribués par entente directe

Le Conseil des ministres du 15 avril 2019 a confirmé le recrutement du cabinet français *Richard Attias & Associates* pour la gestion de la production du centre de conférence et des lieux des évènements parallèles pour un montant de 3,7 M EUR dans le cadre de la tenue du sommet de l'UA de juillet 2019. Un autre marché de 6,4 M EUR, relatif aux travaux de rénovation partielle du Palais des Congrès de Niamey, a été confié à la société turque *Summa*. Cette dernière entreprise a également remporté le marché de 32,3 M EUR pour la conception, les travaux de construction et l'équipement d'un immeuble à usage de bureaux au profit du ministère des Finances. Tous ces 3 marchés ont été passés par entente directe, sans mise en concurrence.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : construction du barrage de Nyabarongo II par l'entreprise chinoise *Sinohydro* pour 214 M USD

L'entreprise chinoise spécialisée dans l'hydroélectricité *Sinohydro* a annoncé investir 214 M USD dans le projet de barrage multi-usage de Nyabarongo II, dont la mise en service est prévue pour 2024. Outre la production d'électricité, le projet servira également à la gestion des crues et à l'irrigation agricole. D'une capacité de 43,6 MW, la centrale représentera 11,5% de la capacité installée du pays. *Sinohydro* réalise le projet en EPC pour un montant de 214 M USD pour le compte de l'*Energy Development Corporation Ltd* (EDCL), filiale de l'entreprise publique *Rwanda Energy Group* (REG) en charge du développement du secteur électrique. La première phase du projet de centrale hydroélectrique Nyabarongo I est entrée en service en 2014 et dispose d'une capacité de 28 MW. Seuls 30% des foyers rwandais auraient actuellement accès à l'électricité selon l'Agence internationale de l'Energie.

✉ philippine.de-breuvand@diplomatie.gouv.fr

▼ Industries

▼ Burkina Faso : un centre hospitalier régional (CHR) pour la ville de Manga

Le Conseil des ministres vient d'acter les résultats des travaux de dépouillement de l'appel d'offres international après pré-qualification pour les travaux de construction du CHR de Manga (centre-sud du pays). Le lot 1 a été attribué au groupement indo-saoudien *MK Construction / Al Qasabi* pour un montant de 6,6 Mds FCFA (10 M EUR) avec un délai d'exécution de 18 mois. Le lot 2 est revenu au groupement bénino-burkinabè *Dyjesck / Gerbatp* pour un montant de 6,3 Mds FCFA (9,6 M EUR), avec un délai d'exécution de 16 mois. Le financement est assuré par le budget national burkinabè, le Fonds saoudien de développement et le Fonds koweïtien pour le développement économique en Afrique.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Gambie : Orange, via sa filiale sénégalaise Sonatel, conclut un accord pour son entrée sur le marché gambien

Sonatel (filiale à 42% d'Orange) a conclu un accord pour l'acquisition majoritaire de *Xoom Wireless*, détenteur d'une licence de fournisseur d'accès internet en Gambie. Il s'agit du premier investissement d'envergure d'une entreprise française en Gambie depuis l'élection du Président Adama Barrow. Le début des opérations est prévu pour le 4^{ème} trimestre 2019.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : inauguration du Centre de recherche et de formation en infectiologie de Guinée (CERFIG)

Le CERFIG, fruit de la coopération franco-guinéenne, a été inauguré le 19 avril dernier par le Président Alpha Condé en présence de l'Ambassadeur de France en Guinée. Selon le Pr. Eric Delaporte, porte-parole du CERFIG Montpellier, ce centre a la capacité de répondre à de nouvelles épidémies à travers le renforcement des structures, la formation et la recherche. Pour l'Ambassadeur de France, ce centre est la preuve de l'engagement de la France en faveur du développement de la Guinée, de la recherche scientifique et de l'amélioration du système de santé du pays.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Implantation du groupe hôtelier *Radisson*

Elie Younes, vice-président exécutif du groupe hôtelier haut de gamme *Radisson Hotel*, a signé le 25 avril un accord de portefeuille avec le co-PDG du groupe *Talys Madagascar* Féride Hassanaly. Situés dans le quartier de Tana Waterfront, deux hôtels existants seront réaménagés et un nouvel hôtel est en cours de construction, pour une ouverture simultanée en 2020 et un total de 254 chambres. Le *Radisson Blu Hotel* et le *Radisson Hotel* compteront respectivement 168 et 30 chambres, tandis que le *Radisson Serviced Apartments Antananarivo City Center* disposera de 56 appartements. C'est la deuxième implantation du groupe dans l'Océan Indien après Maurice et, son 32^{ème} marché en Afrique.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : accès d'*Air Tanzania* au marché européen via une société française

La compagnie aérienne *Air Tanzania*, intégralement détenue par l'Etat, a signé le 16 avril un accord de représentation avec la société française *TAL Aviation* afin que cette dernière commercialise ses offres en France, en Irlande et en Suède. *TAL Aviation* sera chargée de la vente, de la distribution et du marketing des offres d'*Air Tanzania*. Desservant actuellement 15 destinations dont 5 à l'international, la compagnie prévoit d'étendre son réseau en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique du Nord. Les compagnies africaines ont connu une augmentation du trafic aérien passagers de 6,5% de 2017 à 2018 selon l'Association internationale de transport aérien.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Cameroun : Proparco accorde sa garantie de portefeuille à Advans Cameroun pour faciliter le financement des PME

La convention signée entre Proparco et le microfinancier Advans rentre dans le cadre de l'opération de soutien de la France à l'entrepreneuriat en Afrique au sein de l'initiative *Choose Africa* lancée en mars 2019 par le groupe AFD. Proparco, via son produit Ariz TPE MINKA destiné aux institutions financières, veut pallier à la difficulté d'accès aux crédits par les entrepreneurs et les TPE dans les régions fragiles du Cameroun.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : une usine de transformation de cacao de la société Neo Industry SA inaugurée dans la ville de Kekem

Le Premier ministre Joseph Dion Ngute a procédé le vendredi 26 avril à l'inauguration d'une usine de transformation de cacao dans la région de l'Ouest Cameroun. L'investissement réalisé est évalué à 54 Mds FCFA. Cette usine de transformation des fèves pour la production du beurre et de la poudre de cacao, d'une capacité de transformation de 32 000 fèves de cacao par an, porterait le taux de transformation du cacao de 13% en 2010 à 32% en 2019, puis à 40% en 2020.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le groupement Razel BEC - Egis sélectionné pour la construction de 14 péages routiers automatiques

Il s'agit d'un contrat de conception, de financement, d'équipement, de construction et de maintenance des 14 premiers postes de péage automatiques du Cameroun. Ces postes, retenus sur l'ensemble des 45 postes de péages disponibles du pays, sont les plus rentables. Le gouvernement camerounais souhaite davantage rentabiliser ces péages qui produisent 75% des recettes totales des péages.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le marocain Wafa assurance prend le contrôle de Pro Assur SA et Pro Assur Vie

La compagnie *Wafa assurance*, dédiée à l'activité d'assurance au sein du groupe marocain *Attijariwafa Bank*, vient de conclure un accord avec les sociétés camerounaises *Pro Assur SA* et *Pro Assur Vie* en vue de l'acquisition de respectivement 65% et de 89,4% de leurs actions. Cette transaction reste soumise aux approbations des autorités de tutelle et de régulation du secteur des assurances au Maroc et au Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : attribution d'un contrat dans le domaine de l'eau à Eiffage et *Infra International*

Le groupement franco-indien composé d'Eiffage et de la société d'ingénierie *Infra International* a été retenu pour un contrat dans le domaine de l'adduction en eau potable en Côte d'Ivoire. Estimé à 300 M EUR, ce contrat prévoit le renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable dans les régions de l'Iffou, du Moronou et du N'Zi, ainsi que la construction de 4 000 forages dans plusieurs autres régions du pays.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : attribution d'un contrat dans le domaine de l'eau à l'entreprise chinoise CHEC

La compagnie chinoise *China Harbour Engineering Company Ltd* (CHEC) a décroché un contrat dans le domaine de l'adduction en eau potable en Côte d'Ivoire. D'un montant de 97,5 M EUR, ce contrat prévoit la réalisation de plusieurs projets d'adduction en eau potable, avec notamment l'extension du réseau de distribution d'eau potable de la ville d'Abidjan pour relier les usines de traitement de l'eau de la lagune d'Aghien (entreprise américaine *Fluence*) et de la Mé (*PFO Africa/Veolia*). L'entreprise construira également des forages d'eau potable dans 100 localités.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : inauguration d'une usine indienne de fer à béton

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé a inauguré le 23 avril une usine de production de fer à béton à Kara (415 km au nord de Lomé). Issue d'un investissement de 4,1 Mds FCFA (6,3 M EUR), l'usine dispose d'une capacité de production de 3 000 tonnes par mois et devra exporter plus de 70% de sa production afin de se conformer aux exigences d'une installation en zone franche. Les activités de la société *Steel Cube Togo* appartenant au groupe indien *HCURE IMPEX LLP* devraient à terme générer 400 emplois directs.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Cameroun : une mission du FMI en visite à Yaoundé pour la 4^{ème} revue du programme de facilité élargie de crédit

La délégation du FMI, conduite par Corinne Delechat, séjourne au Cameroun du 23 avril au 3 mai 2019. Selon Mme Delechat, la performance du Cameroun dans la mise en œuvre du programme continue d'être satisfaisante. La mission a constaté une progression nette des recettes non pétrolières et une consolidation budgétaire conforme aux objectifs du programme. Elle se dit confiante pour la conclusion de la revue, dont le mémorandum devrait passer en conseil d'administration du FMI en juin prochain.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le forum investir en Afrique se tiendra du 10 au 12 septembre 2019 à Brazzaville

Le comité d'organisation de ce forum est placé sous la tutelle du ministre de l'Aménagement, de l'équipement du territoire et des grands travaux qui en assure la présidence. Il travaillera en partenariat avec le ministère des finances chinois, la Banque de développement de Chine et la Banque mondiale.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : visite de travail du Chef de l'Etat à Abou Dhabi

Sur invitation de l'Émir d'Abou Dhabi Cheikh Khalifa ben Zayed Al Nahyane, le Président du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré a effectué une visite d'amitié et de travail aux Émirats arabes unis (EAU) du 23 au 25 avril 2019. La visite du Président du Burkina Faso, président en exercice du G5 Sahel, a permis de passer en revue les relations entre Ouagadougou et Abou Dhabi, établies depuis les années 1970. Il a aussi été question de la lutte contre le terrorisme dans le Sahel, les EAU faisant partie des partenaires stratégiques du G5 Sahel.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : des véhicules et des motos pour la cellule de coordination du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2019)

La ministre du Plan et du Développement Nialé Kaba a procédé le 18 avril dernier à la remise de 32 véhicules (25 véhicules de type pick-up double cabine et 7 véhicules 4x4) et 252 motos à la cellule de coordination du RGPH 2019. Elle a indiqué que ce matériel est nécessaire au bon déroulement de l'ensemble des phases du recensement général de la population et a rassuré qu'il sera complété par 8 autres véhicules. Pour rappel, ce 5^{ème} RGPH de l'histoire de la Côte d'Ivoire va mobiliser 40 000 agents et démarrera en novembre 2019 pour prendre fin en décembre 2019.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : une foire agricole pour promouvoir le « *made in Niger* »**

La 4^{ème} édition de la foire sur le financement de l'agriculture au Niger (Finagri) s'est ouverte à Niamey le 17 avril 2019. Organisée par le réseau Agriprofocus-Niger en collaboration avec l'Initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens », l'édition 2019 du Finagri est placée sous le thème « Financer la certification pour la compétitivité des produits agroalimentaires du Niger ». L'objectif est de promouvoir le « *made in Niger* » au niveau international.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Togo : 1^{er} forum économique Togo–Union Européenne (FETUE)**

Consacré aux investisseurs togolais et européens, le 1^{er} FETUE sera organisé par le gouvernement du Togo et l'Union européenne du 13 au 14 juin 2019 à Lomé. Il s'agira d'une plateforme qui permettra des rencontres et des échanges directs entre des investisseurs européens et togolais, des décideurs politiques, des banquiers et financiers, des patrons des institutions financières africaines et sous-régionales, des patrons de fonds d'investissement, des partenaires académiques et de développement. Durant deux jours, environ 400 participants, dont 300 investisseurs des 28 Etats membres de l'UE et du Togo, y compris la diaspora togolaise, vont explorer les opportunités d'investissement et de partenariat.

✉ arouna.roshanian@ext.eeas.europa.eu

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M/S/ Bureau Francis Lefebvre

